51e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 9 1er MARS 1934

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. L'âme d'un Roi de l'argent moderne : Andrew Carnegie. — Comment on devient riche. — La mystique de l'ère du machinisme. — II. Que se passe-t-il en Allemagne pour les catholiques et le clergé ? — Eviction des catholiques de tous les postes importants. — Mort des journaux catholiques. — III. Les forces antichrétiennes à l'œuvre. — IV. La doctrine du racisme selon Rosenberg. — Comment il revendique Jésus comme un « nordique ». — V. La lutte catholique en Espagne. — Gil Robles et la jeunesse catholique. — Admirables énergies mises au service de la cause catholique. — Triomphe des catholiques aux élections du 19 novembre 1933. — Leçon qui en résulte pour nous.

I

Il ne peut y avoir qu'un grand intérêt humain, et par dessus tout une profonde leçon morale, à jeter un coup d'œil sur l'âme d'un des rois de l'argent modernes. Il s'agit ici d'un homme qui avait le don inné des affaires, qui a profité du courant formidable dont l'ère du machinisme fut traversée en sa période centrale, qui réussit à construire une fortune fabuleuse, et qui peut passer par conséquent pour un type achevé des grands faiseurs d'argent que cette même ère a vu grandir et parfois aussi déchoir et sombrer dans le suicide et la honte. Mais cet homme, à la différence de tant d'autres de sa classe, gardait une sorte de nostalgie des choses de l'esprit. Il rougissait en secret de ses gains colossaux ; il cherchait à se délivrer des scrupules de sa conscience de chrétien, en employant une grande partie des richesses accumulées par sa « chance, » encore plus que par son travail, à des œuvres de bienfaisance et spécialement de haute instruction.

Nommons-le tout de suite : Andrew Carnegie. Et comme nous voulons insister surtout sur le caractère psychologique de son activité d'affaires, nous expédierons d'abord sa biographie, afin de fixer les esprits.

Andrew Carnegie était né en 1837 en Ecosse, d'une famille presbytérienne, à Dumferline. Son père était un « chartiste, » c'est-à-dire qu'il figurait dans ce mouvement ouvrier anglais qui fut la conséquence des déceptions causées dans la classe ouvrière par la Réforme électorale de 1832 [1].

La bourgeoisie anglaise, en possession, avec l'aristocratie, de toutes les avenues du pouvoir, traitait durement le « chartisme. » Il y eut de nombreux émigrés et la famille Carnegie fut du nombre. Quand elle arriva en Amérique en 1848, Andrew avait 11 ans. Naturellement il n'y avait pas de fortune dans ce foyer très éprouvé. Le jeune garçon fut tour à tour bobineur dans une filature, télégraphiste, et enfin employé de chemin de fer. Il était assez travailleur, économe et appliqué. C'est dans les chemins de fer qu'il commença à donner la mesure de ses talents ; nous dirons tout à l'heure comment. Le reste de sa vie n'est plus que le récit de ses audacieuses et heureuses entreprises. Il devint le *Roi du Fer*. Au moment de sa retraite, en 1901, il avait fait de tels bénéfices qu'il put abandonner à J. Pierpont Morgan ses parts d'entreprises estimées à 100 millions de livres sterling (2 milliards et demi de francs d'avant-guerre) ! On estime qu'il a consacré plus de 700 millions de dollars à des musées, écoles, bibliothèques, groupés autour d'instituts de recherches richement dotés. Il est mort en 1919, à Lenox (Massachussets).

Justement sa vie vient d'être publiée, avec un grand luxe de détails, par M. Burton Hendrick; elle remplit un énorme volume de 731 pages. La revue anglaise *The Month*, de janvier 1934, a donné une étude intéressante sur cet ouvrage avec ce titre : « *L'âme d'un millionnaire.* » Nous lui empruntons les détails qui vont suivre.

Ce que nous allons rechercher ici, c'est surtout le côté moral de la vie de Carnegie. Quels sont les facteurs moraux de la richesse ou plutôt de l'enrichissement, et quels sont les effets de la fortune sur l'esprit des grands manieurs d'argent ?

Il ressort avec évidence des discussions du Christ avec les Pharisiens que ces derniers considéraient la richesse comme une marque de la bénédiction divine. Jésus combattait à outrance cette conception horriblement utilitariste [1]. Mais les chrétiens n'ont pas toujours su préférer la doctrine de leur fondateur à celle de ses plus mortels adversaires. Ils ont, eux aussi, au moins implicitement, considéré la plupart du temps la fortune comme une marque de bénédiction, et la

[1] Les chartistes réclamaient six choses : le suffrage universel masculin, — l'égalité des districts électoraux, — le vote au bulletin secret, — la périodicité annuelle du Parlement, — l'éligibilité des non-propriétaires au Parlement, — la rétribution des membres des Communes.

[1] Voir *Jésus-Christ, Fils de Dieu, Sauveur*, par L. Cristiani, t. II, p. 302 et s., 360 et s. ; 405.

pauvreté comme le plus terrible malheur dont la Providence pût les frapper.

Un autre préjugé relatif à la richesse, est qu'elle est due à la ténacité d'un labeur constant et intelligent. Cette seconde conception est complémentaire de la précédente. Le travailleur mérite une récompense ; Dieu la lui donne en bénissant ses efforts. Au travail, du reste, il faut ajouter l'économie : « Faites attention aux sous et les louis viendront d'eux-mêmes. » Enfin, tout le monde sait que ce sont les mille premières livres sterling qui sont les plus difficiles à acquérir ; ensuite la boule de neige tourne aisément à l'avalanche.

Mais tous ces proverbes sont étrangers à la réalité. Nous ne disons pas qu'ils ne soient pas vrais du tout ; nous disons que l'expérience montre qu'ils sont aussi souvent faux que vrais, sinon plus ; la vie des grands enrichis les dément la plupart du temps. Ce n'est pas la fourmi économe qui érige en 25 ans ces grands palais de la fortune que l'ère du machinisme a vu s'élever à tant de reprises. Ce sont plutôt les aventuriers, les spéculateurs hardis, les hommes qui ont le sens d'un *besoin* à satisfaire dans le public et qui courent leur chance. Notez qu'il ne s'agit pas toujours d'un besoin réel, d'un besoin senti par les individus qui forment la foule. Le plus souvent même, le futur milliardaire conçoit un besoin factice, capable, à l'aide d'une publicité convenable, de devenir un besoin réel ! Mais la règle suivie par ceux qui s'enrichissent est la suivante : si vous voyez la possibilité d'un lancement d'affaires, mettez tout de suite tout votre enjeu sur le tapis. Ce sont les *risque-tout* qui font les grosses fortunes.

Le premier problème à résoudre au départ des grandes entreprises qui mènent à la victoire d'argent, c'est la question épineuse du capital de lancement. On connaît le brasseur d'affaires à la façon dont il aborde ce problème : il n'a pas peur de se casser les reins. Pour l'un qui réussit et se fait un nom, il y a eu peut être cent individus de son caractère qui ont tenté le coup avant lui et qui se sont ruinés. Chaque enrichi de notre système économique est un heureux gagnant à la loterie des affaires, et il élève son luxe sur la débâcle de cent joueurs malheureux. Le gagnant des 5 millions à chaque tirage de la Loterie nationale française, — cette institution démoralisante qui porte les honteux stigmates de la décadence, — ne s'enrichit que de la dépouille de centaines de milliers de perdants ; l'Etat tient le tripot où s'engloutissent les économies des joueurs ! Il en est presque de même dans le domaine économique, au cours de l'ère industrielle.

Voyons le jeune Carnegie à l'œuvre. Il est employé aux Chemins de fer de Pennsylvanie. Naturellement, il évite les prêteurs d'argent. Il s'éloigne aussi des hommes d'affaires, car il pressent que toute avance de leur part se paie trop cher, en raison de l'emprise qu'on leur donne sur l'opération en vue.

Il a besoin d'argent ; il veut acheter quelques actions dans une compagnie de chemins de fer en formation. Il engage sa mère à hypothéquer sa propre maison et trouve ainsi ses premières ressources. Le voilà actionnaire ; il a le pied à l'étrier.

Il ne lui manque plus que l'occasion. Elle vient sous la forme d'un coup de hasard, comme à la loterie. Un jour, il est dans le train ; il rencontre un inconnu qui lie conversation avec lui. Cet homme avait *une idée :* il avait inventé le *sleeping-car* [1]. Il avait donc flairé un « besoin » futur. Mais les compagnies de chemins de fer ont repoussé ses plans. Cet inventeur méconnu, Théodore Woodruff, expose au jeune Carnegie les avantages de son système : les hommes d'affaires se fatiguent dans le train ; ils feraient volontiers de longs voyages de nuit, si les compagnies leur ménageaient des wagons spéciaux, à des prix de luxe. Carnegie a compris. L'homme d'aventure et d'affaires qui est en lui a saisi l'intérêt de ce qu'on vient de lui expliquer. Il se sert de son titre d'actionnaire et d'employé considéré de la Compagnie où il travaille pour faire pression sur ses supérieurs hiérarchiques. On construit des spécimens de wagons-lits. L'essai réussit. Woodruff en fut si reconnaissant à Carnegie que lorsqu'il forma une compagnie pour fabriquer les wagons qu'on lui réclamait maintenant par grosses quantités, il réserva à son ami un huitième des bénéfices. Cependant, là aussi il fallait un capital de lancement. Le premier versement à faire ne s'élevait qu'à 217 dollars (un peu plus de 1.000 francs). Carnegie ne les avait même pas. Il persuada un banquier d'Altoona de lui avancer de l'argent sans être obligé de lui fournir de garantie. Ce succès lui donna « la première somme un peu considérable » qui fut en sa possession.

Carnegie n'avait que vingt-cinq ans ; mais il avait acquis cettte confiance en lui-même qui était propre aux puritains « élus de Dieu ». C'est une force prodigieuse de se sentir « élu ». Les premiers gains qu'il fit lui apparurent comme une preuve encore plus frappante de son « élection ». Avec le temps, il en vint à se fier à « son étoile » avec la même assurance que tous les grands aventuriers ou les conquérants ont manifestée à travers les âges. Peut-être les livres de morale en action ne placeront-ils jamais les qualités que tout cela nous révèle chez lui au nombre des qualités qui donnent le succès ici-bas. Les ouvrages qui prétendent fournir tous les jours le « secret du bonheur », — mais d'un bonheur tout profane et laïque, d'un bonheur purement terrestre et fondé sur l'argent, — ne nomment pas d'ordinaire l'amour du risque, l'esprit de jeu, la superbe confiance en ses propres talents parmi les « vertus » laïques qui font réussir ici-bas. Pour nous, qui ne songeons qu'au *vrai* bonheur, celui qui dure, et qui ne croyons qu'à l'Evangile, nous ne voyons dans ces « vertus », aussi bien que dans les con-

[1] Le wagon-lit, particulièrement utile en Amérique où les longs parcours en chemin de fer sont fréquents.

seils des livres de morale en action, que de petites recettes futiles et trompeuses, bien dignes à la vérité de l'époque superficielle à laquelle nous appartenons

Carnegie avait confiance en lui-même. Il ne s'avouait pas la part de « chance » aveugle qu'il y avait dans ses premiers triomphes. Il ne s'avouait pas davantage qu'il était doué surtout pour s'enrichir *avec les idées des autres*. Il faisait consister une grande part de sa théologie calviniste dans la certitude qu'il entretenait en son cœur que la Providence était surtout occupée à le préserver, lui Carnegie, des malheurs de cette vie et à lui ménager des occasions de bénéfices toujours plus considérables.

Il traversa sans encombre la crise de la *Guerre fédérale* (1861-1865). Nous savons d'après ses propres confidences qu'en 1863, alors qu'il n'avait que 27 ans, son revenu annuel s'élevait à 50.000 dollars (soit 250.000 fr.), sur lesquels son salaire ne comptait que pour 5 % environ. Le millionnaire n'est donc pas un homme qui réserve ses jours et ses nuits à une seule occupation et à un seul maître. Ce n'est pas un homme qui estime que « trente métiers font trente-six misères ». C'est au contraire un personnage qui ne met « pas tous ses œufs dans le même panier [1]. » Il a soin d'avoir « toujours plusieurs fers au feu ». « Carnegie, nous assure son biographe, n'était pas un rude travailleur, au sens courant du mot. Il passait au moins la moitié de son temps au jeu et laissait les autres empiler des millions pour lui. » Ce qui lui appartenait en propre, c'était la rapidité à saisir les occasions, une ambition sans frein, l'art de frapper l'imagination du public. Il rôdait et flairait dans toutes les directions. Ainsi, quelques hommes découvrirent du pétrole en Pennsylvanie : Carnegie, comme par hasard, fut des premiers sur les lieux et acheta immédiatement une ferme. Il ne voulait pas le moins du monde se lancer dans l'agriculture ; mais il flaira le pétrole qui était dans les terres. Il avait payé environ 200.000 fr. ce qui valut peu après 25 millions ! Pendant vingt-cinq ans, les dividendes coulèrent abondamment. La Providence veillait sur lui !

Mais ici apparaît un autre caractère distinctif du grand « faiseur d'argent » moderne. Vous et moi, je n'en doute pas, et la plupart des gens aux désirs modérés, vous auriez ressenti comme une sorte de secousse d'humilité en voyant tomber sur votre tête, par de simples coups de chance, des millions inattendus. Vous vous seriez arrêtés. Vous auriez fait comme ces joueurs d'occasion qui, passant par hasard dans une maison de jeu, risquent quelques billets, mais se retirent précipitamment après les premiers gains. Vous vous seriez contentés d'une fortune moyenne et vous auriez mis désormais toutes vos ambitions à l'administrer sagement. On ne devient jamais milliardaire avec une telle mentalité. C'est que vous n'avez pas le « démon », vous n'êtes pas un « élu » au sens de Carnegie.

Pour lui et ses semblables, les mets ne font qu'ouvrir l'appétit. Plus ils dévorent, plus ils ont faim. Ils sont atteints d'une sorte de boulimie de l'argent, comme certains conquérants avaient la boulimie des territoires.

C'est vers cette date, — 1865, quand il arrivait à la trentaine, — que rencontrant un ami qui lui demandait de ses nouvelles, il lui cria, en lui tendant les mains : « Oh ! je suis riche ! je suis riche ! »

Il lâche son emploi. Il laisse le pétrole couler dans son revenu et devient métallurgiste. — Ne parlons pas encore d'acier, matière toute différente et qui ne viendra que bien plus tard dans sa vie. — Les territoires situés à l'ouest du Mississipi n'étaient, en ce temps-là, qu'une immense prairie, constituant le « grand désert américain ». On ne trouve encore, dans cette région, que le buffle et l'Indien. Le paysage est immense, les couchers de soleil incomparables. La guerre de Sécession vient de finir. Un million de soldats démobilisés retournent à la vie civile. Il est à prévoir que cette contrée va être occupée et que les transports d'une part, les articles métallurgiques d'autre part, vont être demandés en masse. Pourquoi s'entêter à devenir directeur de chemins de fer, quand on peut construire des voies ferrées et gagner des millions au lieu de compter par milliers ? Carnegie sera là, soyez-en sûr, du moment qu'il y a quelque chose à créer ou plutôt à recueillir.

Mais voici encore la chance. Carnegie n'a aucune connaissance en métallurgie ; il n'aurait sans doute jamais osé se lancer dans cette voie nouvelle, s'il ne s'était lié avec un habile mécanicien, surnommé « Vieille Pipe », qui avait construit de nombreux ponts en bois, en Pennsylvanie, et qui prédisait que le fer serait appelé bientôt à les remplacer. Ce « Vieille Pipe » montra à « Andy » [1] son premier petit pont en fer. Ce fut de nouveau comme l'affaire des wagons-lits. André prit feu et flamme pour le projet de son camarade, et sans hésiter il acheta « Vieille Pipe », avec son idée et son talent. Et il créa une compagnie de construction de ponts métalliques. Dans cette compagnie, Carnegie assuma le rôle non de directeur, mais de commis-voyageur. Il savait du reste admirablement placer sa marchandise. Les ponts métalliques de Keystone se répandirent sur toutes les rivières. Les cheminées des usines de Keystone fumèrent jour et nuit. Carnegie étendit ses opérations ; il se mit à construire des locomotives, exactement lorsque le besoin de locomotives se fit sentir.

Bref, à l'âge de 33 ans, il possédait un revenu de 11.000 livres sterling, qui en vaudraient 25.000 d'aujourd'hui. Nous possédons de lui un document de cette époque. Rien n'est plus curieux que cette pièce. La voici *in extenso :*

[1] On remarquera que la sagesse populaire a des proverbes pour toutes les expériences et ne craint pas de se contredire !

[1] Diminutif d'Andrew, le prénom de Carnegie.

« Trente-trois ans ! Et plus de 50 000 dollars de revenu ! En deux ans, je puis arranger toutes mes affaires et m'assurer au moins 50 000 dollars par an ! Au delà de ceci, ne plus rien gagner. Ne faire aucun effort pour accroître ma fortune, mais dépenser le surplus, chaque année, en œuvres de bienfaisance. Laisser de côté les affaires pour toujours, excepté pour les autres.

On doit avoir une idole. Amasser de la richesse est une des pires espèces d'idolâtrie. Aucune idole n'est plus avilissante que l'adoration de l'argent. Partout où je me jette, je suis contraint de pousser l'entreprise désordonnement. C'est pourquoi je devrais choisir le genre de vie qui sera le plus ennoblissant par son caractère. Continuer plus longtemps, enveloppé que je suis par les soucis d'affaires et toutes mes pensées uniquement tendues vers ce but de faire plus d'argent dans le plus bref délai possible, doit me dégrader au-delà de toute espérance de guérison stable. Je renoncerai aux affaires à 35 ans, et dans les deux ans qui vont suivre celle-ci, je consacrerai mes après midis à recevoir de l'instruction et à faire des lectures réglées. »

Carnegie a donc eu comme un remords, à cette date. Il se sent grisé par l'argent. Mais cette griserie le dégoûte. Il est comme l'ivrogne qui a des acidités sur l'estomac et jure qu'il ne boira plus ! Il veut se rendre à Oxford, il veut refaire son éducation. Il se promet de faire la connaissance d'hommes cultivés et lettrés. Il consacrera à cela trois ans ; puis il achètera une revue vivante et se dévouera « à l'amélioration des classes pauvres. »

Comme tout cela est instructif ! Il a fini par avoir des doutes sur son « élection, » non point sous le rapport religieux, mais sous le rapport de l'entassement de l'argent. Après avoir vu dans la richesse un signe de la protection de Dieu, il se demande s'il n'a pas atteint la limite au-delà de laquelle il serait infidèle à sa vocation et abuserait des dons divins. Il admet que Dieu ait voulu l'enrichir, mais il n'est pas sûr que Dieu n'ait pas marqué un terme à cet excès de fortune. L'esprit de l'Evangile survit dans cet homme imprégné de l'esprit d'une ère matérialiste. L'âme n'est pas étouffée, la matière l'a conquis, mais il regimbe contre sa chaîne dorée. Ne faire toute sa vie que gagner de l'argent « à pleines pelles, » lui semble déshonorant pour un chrétien, pour un homme. Mais comme l'a dit le poète Shelley : « ... Rien de tout cela Ne s'accomplit. De tels rêves de bien sans fondement Souvent vont et viennent, parmi les foules ou dans la solitude, Et ne laissent aucune trace... »

Vingt ans plus tard, on retrouve les mêmes pensées dans le livre de Carnegie « *The Gospel of Wealth*, L'Evangile de la richesse. » Elles ont fait rire alors les cyniques, tant elles sonnaient mal dans la bouche d'un milliardaire. Mais elles semblent bien avoir été sincères quand il avait 33 ans. Il est vrai que l'on ne discutait pas alors sur les responsabilités de la fortune. La doctrine de l'Eglise, suivant laquelle la richesse est tenue en dépôt pour la société, avait été oubliée dans tous les pays qui avaient eux-mêmes oublié l'Eglise. Pour l'immense majorité de ceux qui recevaient des salaires, le riche n'avait qu'une obligation, celle d'entasser son or et de le laisser à ses héritiers, à condition de tenir son rang et de « bien faire les choses. » La philanthropie n'était pas inconnue. Elle était surtout amie de l'apparat. Mais elle était considérée comme une pure générosité et une sorte de caprice. L'Europe n'avait rien enseigné à ce sujet à la jeune Amérique. Notre bourgeoisie ploutocratique se contentait d'acquérir des « titres » et de fonder des familles de châtelains.

Carnegie était resté plus scrupuleux moralement que 80 pour cent des ploutocrates de son temps. Mais cette nature généreuse en soi n'avait pu échapper à la passion du siècle. Il ne pouvait s'empêcher de juger des choses et des peuples d'après les préjugés de l'ère, et il disait gravement que « la consommation du fer est le baromètre social auquel nous estimons la hauteur relative de la civilisation parmi les nations ! » Cette phrase n'est-elle pas à encadrer ? Et pourtant combien de « primaires » et même de personnages d'instruction supérieure n'ont-ils pas émis des aphorismes de cette profondeur ! Comme si la valeur d'un être immortel devait se mesurer au niveau de son confort !

A lire l'échelle d'un tel baromètre, on se demande quelle serait la hauteur de la civilisation qui a enfanté une Jeanne d'Arc et qui a construit les cathédrales. Mais, au temps où écrivait Carnegie, et maintenant encore, seuls les penseurs religieux savent combien de tels critères sont enfantins. Il n'en reste pas moins que Carnegie fut moins infecté que beaucoup de « génies » d'affaires de sa génération. Il gardait le sens de la valeur humaine ; il estimait nécessaire de racheter sa richesse en faisant du bien. Il ne craignait pas d'élever jusqu'à l'association avec lui-même des jeunes gens que les maîtres d'aujourd'hui laissent froidement au niveau des salariés. Il y avait en lui du romantique, plus encore que de l'esprit chrétien.

Son biographe nous introduit dans le récit parfois un peu monotone de ses luttes avec les « trusts », les chemins de fer, les banquiers. Ce n'est pas toujours édifiant. On trouve en contact avec le sien les noms des Vanderbilt, Schwab, Westinghouse, Bessemer, Frick, Rockfeller. En réfléchissant sur cette pléiade de constructeurs et de milliardaires, on se demande avec épouvante quelle sorte d'époque historique nous avons traversée, pour que des hommes aient pu y acquérir une aussi formidable et monstrueuse influence sociale, une prépondérance politique et morale aussi écrasante, simplement parce qu'ils réussissaient à faire tourner par d'autres hommes des myriades de rails, de rayons, de tuyaux, de fils de fer, de vis, de clous, de locomotives et de solives en fer. Certes, Vulcain est un bon camarade, à sa place ; mais on ne peut pas l'estimer plus utile qu'un bon conseiller spirituel, un fermier, un sage administrateur, un écrivain ou un bon professeur. Il forge les outils secondaires de la vie physique. Tous ces gros industriels, de la famille de Carnegie, sont d'utiles auxiliaires dans le déploiement de l'exis-

tence matérielle de l'homme, rien de plus. Mais leurs forges se sont trouvées dressées à la croisée des chemins de la civilisation moderne. L'argent s'est répandu torrentiellement dans leurs coffres. « Ils ont reçu leur récompense. » Mais que nos démocraties restent bouche bée en admiration devant ces favoris de la fortune, c'est aussi enfantin que la publicité faite autour de X. ou Y. qui a gagné le gros lot. Cela marque notre civilisation d'un stigmate de déchéance. Nous avons cru exorciser le mysticisme ; nous l'avons simplement avili. La mystique moderne, c'est l'extase des foules devant les dieux de l'industrie, de la finance ou de la politique, ou devant les favoris du sort.

Il s'est formé une légende étrange autour des grands maîtres de l'argent. On nous dit volontiers : « Ces fortunes colossales qui se sont élevées, mais c'est la récompense de vertus rares : décision prompte, aptitude à saisir l'occasion, prévoyance de l'avenir, habileté à se servir des autres. » — C'est possible, mais ce ne sont pas seulement les grandes affaires qui exigent le déploiement de telles qualités. Pourquoi, quand on les trouve ailleurs, mais sans le couronnement de la fortune, ne sait-on plus les honorer de la même manière ? Pour construire une église, pour gagner des âmes à Dieu, pour nourrir une famille nombreuse au milieu de la mêlée actuelle, il faut mettre en œuvre des énergies du même ordre. Nous avons vu que Carnegie n'avait rien inventé lui même, il a presque toujours pris les idées des autres. Il n'était pas un travailleur acharné. Il n'a pas eu plus de constance, de volonté, d'intelligence que la moyenne des braves gens qui luttent pour la vie, au sein de nos sociétés surpeuplées. Bref, le spectacle de sa vie ne donne ni l'impression d'un génie, ni celle d'un héros. Il faut en conclure que dans notre temps et dans notre monde actuel le résultat extérieur, mesuré par l'argent gagné, n'est aucunement en proportion avec l'énergie, la foi, l'espérance, le travail ou l'aptitude mises au service d'une entreprise. Les palmes les plus éclatantes ne sont pas accordées aux plus grands cœurs et aux têtes les plus sages. Nos démocraties modernes ont détrôné les rois des antiques dynasties ; elles regardent avec dédain les époques de misère où l'on dressait des statues aux saints ou aux héros, mais elles ont réservé leur naïve admiration pour les *Rois* du fer, du coton, du pétrole, du caoutchouc, du charbon ou de l'acier.

Nous voici au penchant d'une ère nouvelle. Allons-nous enfin remettre à la place qui leur revient les valeurs vraies, les valeurs qui élèvent l'homme, qui meublent son esprit, qui enrichissent son âme, qui préparent sa béatitude éternelle ?

Même chez un Carnegie qui, plus ou moins consciemment, gardait au cœur un ferment d'Evangile, l'empoisonnement matérialiste avait atteint les centres supérieurs. Quand il a voulu faire du bien, il s'est plus préoccupé d'instituts de recherches scientifiques, tendant en somme à pousser encore plus avant dans le sens du machinisme et du scientisme, que d'œuvres de moralisation et d'apostolat religieux.

Tant que l'on n'aura pas posé en principe que le seul progrès en civilisation est un progrès dans l'amour de Dieu et du prochain, un progrès dans la bonté, la pitié, la fraternité, l'horreur de la violence, de l'injustice, de la grossière jouissance égoïste et menteuse, ce sera une preuve que nous restons intoxiqués par les virus du matérialisme. Tant que nous ne sortirons pas de ce cercle infernal : les grosses affaires donnant la richesse, la richesse donnant l'influence politique, l'influence politique dirigeant les sociétés vers l'abrutissement général par l'oubli systématique de Jésus-Christ et de son Evangile, nous ne serons pas sur la voie du retour à la santé sociale et nous ne ferons que rouler d'un scandale à un autre, d'une révolution à une autre révolution, sans but et sans résultat !

II

Il faut reconnaître que nous avons une longue pente à remonter, pour revenir à l'esprit de l'Evangile. Nous ne parlerons pas de la France. Il s'y trouve de nombreux éléments de bien, mais il y subsiste, en dépit d'un réveil certain de la foi et de l'idéalisme chrétien, des forces de négation et d'indiscipline morale véritablement effrayantes.

Tournons-nous vers l'Allemagne. Que se passe-t-il dans ce vaste pays ? Quelle est l'attitude du gouvernement à l'égard du Concordat ? Comment les traités sont-ils observés ? La théorie du « chiffon de papier » est-elle toujours en vigueur ? Le gouvernement actuel va-t-il continuer les errements anciens ? Va-t-il signer des pactes qu'il est décidé à violer outrageusement aussitôt après ? Il faut avouer que le spectacle d'une Eglise protégée par des textes diplomatiques et juridiques, et cependant brimée par les gouvernants, n'est pas de nature à donner une grande confiance aux puissances qui ont à négocier avec l'Allemagne.

Il a paru dans *Commonweal,* la vaillante Revue américaine, un article en date du 26 janvier 1934, intitulé : *Les Catholiques dans l'Allemagne des Nazis.* L'auteur, M. George N. Schuster, affirme que ses renseignements sont de première main, qu'il a pu se documenter pendant des mois. Du reste, ce qu'il dit porte le cachet de la plus entière vraisemblance.

La bataille qui se livre entre l'Allemagne des Nazis et l'Eglise catholique peut se comparer, dit-il, à un combat dans lequel on n'emploierait que des fusils munis de l'appareil de silence Maxim. On peut vivre des semaines dans le pays sans saisir autre chose que des lueurs concernant le conflit profond, incessant, acharné, qui existe entre le nazisme et le catholicisme. La population catholique elle-même se rend à peine compte de ce qui se passe dans les hautes sphères. La presse nazi a le mot d'ordre de réduire toutes les difficultés à la répression indispensable de quelques « prêtres politiciens, » qui osent attaquer la pure doctrine de la Nouvelle Allemagne. Tout se dé-

roule dans le secret. La hiérarchie catholique ne veut à aucun prix faire appel à la sympathie et au secours de l'étranger. Presque tous les évêques sont d'avis qu'il faut mener cette guerre sourde de telle façon que les stigmates de la « trahison » ne puissent être infligés par les adversaires à l'Eglise catholique.

Il est donc extrêmement difficile de faire un exposé des événements qui marquent la lutte. Les informations doivent être recueillies à des sources qui s'entourent de mystère et se réservent l'anonymat. Voici pourtant ce que l'on peut dire de certain au sujet des changements qui ont affecté la situation du catholicisme dans le Reich.

Après l'unification de l'Allemagne, en 1870, l'Eglise fut presque tout de suite engagée dans un conflit que l'on peut définir par le droit de représentation des catholiques à tous les degrés de l'échelle sociale et politique. Peu à peu, des progrès s'accomplirent. Les catholiques entrèrent partout. Dans les années qui précédèrent la Grande Guerre, on les trouvait dans toutes les administrations. Il n'y avait que deux sections moins abordables : l'administration judiciaire et l'Université. Ce ne fut que vers la fin du XIX^e^ siècle que l'on vit des catholiques occuper de hautes situations dans la magistrature. Avant la guerre, on commençait aussi à accueillir dans les Universités, en qualité de professeurs, des catholiques non théologiens. Mais on peut dire que si les catholiques n'avaient pas un pourcentage de professeurs universitaires proportionnel à leur nombre, cela tenait aussi à ce que les catholiques, absorbés par le commerce ou l'industrie, réservaient leurs intellectuels pour les chaires de théologie ou de droit canonique et se jetaient moins vers la science pure. C'est ce qui fit que même lorsque le catholicisme en vint, en 1919, à occuper dans l'Etat, grâce à l'influence énorme du Centre, une position stratégique de tout premier ordre dans le domaine politique, les catholiques ne purent quand même pas, suivant le mot pittoresque de M. Schuster, « cueillir les prunes » auxquelles leur force numérique leur donnait droit.

Or, aujourd'hui, tous les avantages conquis en près de soixante ans d'efforts ont été presque complètement perdus. Le Reichstag actuel ne contient plus que trois membres ayant appartenu à l'ancien parti du Centre. Les catholiques qui n'appartenaient pas au Centre, mais au parti nationaliste de Hugenberg, ont peut-être souffert encore davantage. Pratiquement tous les postes qu'ils occupaient dans les ministères, la magistrature et les diverses administrations ont été donnés à d'autres. Les nazis ont pratiqué à la lettre la fameuse formule : « A nous toutes les places et tout de suite ! » La fameuse révolution a été surtout une prise d'assaut de « l'assiette au beurre. » Il y a encore un prélat, un seul, qui siège au Conseil d'Etat (Stattrat) prussien, mais sa fonction est purement honorifique.

Et ce n'est pas seulement dans les hautes sphères gouvernementales que l'épuration s'est faite au profit exclusif des nazistes, c'est encore davantage, s'il est possible, dans les postes des gouvernements inférieurs de cités, bourgs et villages. On trouvait environ un millier de bourgmestres catholiques en Westphalie seulement ; ce pays est en effet foncièrement catholique. Les catholiques y ont perdu toutes leurs positions. Il s'ensuit que la situation d'un grand nombre de citoyens jadis prospères et influents ne peut être décrite. Il y a quantité de jeunes hommes, chargés de famille, qui n'ont pas la moindre chance de trouver un emploi. Le gouvernement nazi a spéculé sur la misère commune. Il a fallu opter entre ses faveurs ou la misère, et il n'a accordé ses faveurs qu'à ceux qui s'en montraient dignes par la ferveur de leur adhésion à ses principes, c'est-à-dire à la religion raciste. Voilà qui explique bien des choses !

Il est certain que les catholiques se raidissent de leur mieux sous les rafales de l'ouragan qui passe. Ils s'efforcent de venir en aide, au moyen d'institutions charitables, aux misères les plus navrantes parmi leurs coreligionnaires. Ceux qui ont pu trouver du travail se sont pliés aux tâches les plus infimes et parfois les plus grotesques. Ainsi, un homme qui a occupé les plus hautes situations dans l'industrie se résout maintenant à vendre du vin de messe aux prêtres de sa connaissance. Un autre, qui fut l'un des experts légaux les plus distingués du Reich, est réduit à manœuvrer une machine à masser que sa femme accompagne comme masseuse ! Ceux qui avaient un peu d'argent se sont faits défricheurs dans le Sud-africain ou le Brésil. « L'un des plus brillants penseurs politiques que j'aie connus, dit M. Schuster, est actuellement employé à des nettoyages quelque part au nord de Johannesburg ! »

Les plus malheureux sont les professeurs et employés universitaires qui firent partie naguère du Mouvement catholique allemand en faveur de la Paix. On sait que les Encycliques papales ont fait un devoir, après la guerre, à tous les fidèles de considérer les intérêts de la paix internationale comme imposant une obligation de conscience. Les appels du pape avaient été très bien entendus en Allemagne ; les évêques encourageaient le mouvement, les fidèles donnaient leurs noms, un très grand nombre d'universitaires se distinguèrent par leur zèle pour la cause de la paix. Mais sous un gouvernement nazi, le seul fait d'avoir appartenu à un parti pacifiste signifie une sentence de mort économique. Il y avait bien peu de ces pacifistes qui fussent ce que l'on appelle en France des « objecteurs de conscience. » Ils n'étaient pas opposés à la guerre comme telle ; ils voulaient simplement maintenir la doctrine de la guerre dans les limites fixées par l'Eglise : la guerre pour la justice et le droit, donc uniquement défensive. Cela ne les a pas empêchés d'être en butte aux violences des patriotes sectaires du nazisme, dont beaucoup ne se sont convertis que récemment aux ardeurs qu'ils manifestent.

Enfin, il convient de dire un mot des catho-

liques qui ont l'infortune d'être de sang juif. Si ces pauvres gens ont été dans la vie publique, il ne leur reste plus qu'à s'en aller en quelque pays lointain pour y croupir dans la misère. L'Allemagne nouvelle n'a plus de place pour eux. En tant que chrétiens, ils n'ont pas droit aux secours des organisations juives, et l'Eglise n'est pas en état de leur venir en aide. Le Concordat sans doute a garanti la structure financière sur laquelle repose l'activité épiscopale et sacerdotale; mais la perte des situations et de l'influence a tari les ressources dont disposait le clergé. Un certain nombre de Juifs convertis étaient des intellectuels, journalistes, artistes, écrivains, professeurs. Sous le régime édicté par le Dr Gœbbels, ils ne sont pas moins exclus de l'Allemagne future qu'Emil Ludwig lui même.

Il faut signaler aussi les modifications qui se sont imposées dans l'exercice du ministère sacerdotal. Ce sont des choses qui se voient moins, mais qui sont plus graves. Le journalisme religieux, par exemple, a presque entièrement disparu. Les catholiques possèdent encore des journaux quotidiens, mais ils meurent d'inanition. La *Germania,* qui s'imprime à Berlin, est devenue l'organe du groupe von Papen et c'est à peine si on la lit. Dans l'Allemagne du sud, où le conflit entre l'Eglise et l'Etat a été le plus rude, les journaux catholiques entrelardent des tranches bouillies de l'Office de propagande avec d'insignifiantes nouvelles ecclésiastiques. « J'ai parlé à un bon nombre d'éditeurs, nous confie M. Schuster, et dans tous les cas on ne m'a répondu que par des récits de menaces, de faillites et de désespoir. » Les journaux rhénans sont peut-être en posture un peu meilleure. La région autour de Cologne demeure la citadelle la plus sûre du catholicisme en Allemagne. Mais la censure interdit sévèrement toute critique de la politique gouvernementale du point de vue de l'Eglise catholique. Les catholiques n'ont pas le droit de dire ce que leurs chefs pensent de la stérilisation, de l'anti-sémitisme et autres choses de ce genre. « Un sceau a été placé sur les lèvres du prêtre. » On devrait dire un bâillon ! Le curé ou le vicaire qui se hasarde à traiter de sujets estimés de l'ordre politique est aussitôt enlevé à sa cure et jeté dans un camp de concentration. Au moins cent membres du clergé séculier ou régulier ont déjà fait connaissance avec les camps ; certains y sont restés pendant des semaines, puis ont été relâchés sans jugement : preuve que l'on n'avait rien à leur reprocher.

Naturellement, on parle beaucoup dans les cercles privés. On se rattrape, les portes closes, du silence imposé en public. Mais devant le peuple, il n'y a plus que deux grands vieillards à élever la voix : les vaillants archevêques de Munich et de Breslau. Sans eux, on pourrait croire que le catholicisme allemand ne professe aucun opinion sur les sujets brûlants de l'actualité politique intérieure. Ils sauvent, à eux seuls, l'honneur de leur Eglise et de toute l'Eglise ; qu'ils en soient remerciés et glorifiés devant Dieu et devant les hommes !

L'une des menaces les plus graves pour l'avenir de l'Eglise en Allemagne, c'est l'emprise du nazisme sur la jeunesse. Cette emprise est énorme actuellement. Tout jeune Allemand qui a l'ambition de faire son chemin dans la vie, est obligé moralement de devenir membre des groupes d' « éducation politique » organisés par le gouvernement nazi. Le plus dangereux de ces groupes est la « *Hitlerjugend,* Jeunesse hitlérienne, » dont le chef est Baldur von Schirach et dont l'hostilité aux Eglises est patente autant que violente.

Il s'est produit une légère amélioration ces derniers temps dans l'attitude de ce groupe. Mais durant des mois, les horaires pour l'activité de ces groupes furent fixés de telle façon qu'il fût impossible aux jeunes gens de participer au service divin. L'enseignement moral donné dans ces organisations n'est basé que sur la doctrine raciale, c'est-à-dire qu'il représente un retour à la barbarie. S'il y a eu un progrès dans l'humanité, depuis l'origine, c'est le passage progressif des clans distincts aux grands Etats et finalement à l'idée de fraternité humaine. L'hitlérisme est une régression vers l'hostilité raciale. L'homme est un loup pour l'homme ! Voilà à quoi se réduit toute la philosophie de la doctrine raciale. « J'ai entendu des parents catholiques me dire, déclare M. Schuster, qu'ils en venaient à désirer que leurs enfants ne fussent pas nés ! » Quant aux professeurs, toute marque d'hostilité envers des doctrines que beaucoup considèrent comme un poison moral, signifie la destitution.

Tels sont les traits essentiels que présente à un observateur sans préjugé l'Allemagne d'aujourd'hui.

Il y a bien des leçons à tirer de cet exposé de M. Schuster. Il distingue avec raison deux choses : l'hitlérisme est un régime ; il est aussi une religion.

Du régime, nous n'avons pas à parler. Le parlementarisme est lui-même cause du discrédit où il est tombé. Il n'a pas su à temps s'appuyer sur une base populaire très large. Il n'a eu que les dehors de la démocratie ; il en a porté le masque menteur. Mais au fond, il a été la dictature de la bourgeoisie matérialisée de l'ère industrielle. Le parlementarisme est en baisse, parce qu'il n'a pas eu d'idéal, parce qu'il a méprisé toutes les forces de l'âme, parce qu'il a cru pouvoir s'établir sur les ruines de la religion, parce qu'il s'est efforcé de démolir dans l'esprit du peuple les forces de discipline morale que le christianisme y avait introduites au cours des siècles. Nous avons ainsi dissipé, en grande partie, le capital spirituel que nous avaient légué nos pères. Le parlementarisme, avec son laïcisme enfantin, aboutit à une banqueroute morale, tout comme le régime capitaliste matérialisé aboutit à la banqueroute financière Ce sont des choses qui sont liées ensemble. Nous ne sommes donc pas surpris de voir que le fascisme gagne de plus en plus dans le monde.

Les peuples cherchent un bras fort pour les garantir au dedans contre les stériles oppositions de partis, où se complaisent les politiciens véreux, et pour les conduire à la conquête de l'influence extérieure, dans un monde où la concurrence économique se fait de plus en plus âpre et rude. Quand les scandales éclatent, quand la boue monte, d'instinct les hommes regardent s'il ne surgira pas un justicier, un vengeur de l'ordre, un sauveur national. Mussolini, Hitler ont fait ce que fit jadis chez nous un Bonaparte.

Mais le grand danger de telles dictatures, le danger auquel doivent penser ceux qui font peut-être des vœux imprudents, c'est la divinisation de l'individu que les circonstances amènent au pouvoir. Bonaparte est tombé par le caractère démesuré de ses ambitions et de ses plans. A côté du réaliste, il y eut chez lui un romantique inguérissable. Que Mussolini ait su entendre la voix de la sagesse et se limiter lui-même, ce ne sera pas, dans l'histoire, l'un des moindres mérites qu'il faudra mettre à son actif. Hitler est-il capable de la même modération ? Domine-t-il assez son parti pour imposer le respect de l'ordre, ou tout au moins de ses engagements avec la papauté ? C'est ce qui n'apparaît pas encore clairement. Ses intentions ou celles de son gouvernement demeurent obscures ; il existe autour de lui un état d'esprit qui cherche à l'accaparer et à l'entraîner. Saura-t-il résister ? Tout le problème est là !

III

De cet état d'esprit, infiniment redoutable pour le christianisme en Allemagne, nous voudrions donner un bref aperçu. L'auteur de cette Causerie a eu entre les mains, au cours de la guerre, un document singulièrement significatif. Il s'agit d'une lettre écrite par un jeune officier à un de ses camarades qui trouva la mort dans nos lignes. Cette lettre traduisait, en clair, ce qui semble bien être la pensée secrète de la plupart des jeunes hommes qui constituent l'état-major de Hitler. Elle était conçue à peu près en ces termes, dont nous garantissons le sens, mais non la teneur littérale :

« La guerre traîne en longueur. Nous finirons peut-être par la perdre. Tout cela parce que nous manquons d'hommes. J'appelle un homme celui qui sait s'élever au-dessus des croyances, des préjugés, des superstitions de la foule. L'homme qui est né pour être chef ne se laisse pas prendre aux illusions du vulgaire. Il utilise les forces religieuses et morales de son peuple, pour le but qu'il s'est fixé, sans être dupe des bêlements du vulgaire. C'est ce que nous enseignait Hans Delbrück dans son cours d'histoire. Il nous montrait que les hommes d'Etat grecs ou romains ne partageaient pas les enfantines croyances du commun. Un Alcibiade faisait mutiler les Hermès. Un consul romain faisait jeter à la mer les poulets sacrés qui refusaient de manger. On doit savoir mener les peuples par leurs idées imbéciles. L'homme est celui qui domine le troupeau et que rien ne détourne de son but. Ce qu'il nous faut en Allemagne, c'est un homme ! »

Retenons bien ces déclarations. Elles ne sont pas aussi nouvelles dans le monde que le petit officier allemand se le figurait peut-être. Machiavel raisonnait comme cela. Le *Prince* italien du XVIe siècle n'a pas d'autre idéal que celui de la force ou de la ruse ; tout lui est bon pour arriver à ses fins. Pour un Mirabeau, le prêtre n'est qu'un officier de morale, que l'Etat doit salarier pour lui faire accomplir la tâche qui lui convient. Pour Bonaparte, les évêques ne sont que des préfets en violet. Les fougueux démocrates du laïcisme ont fait mieux : ils ont essayé de se passer du prêtre en fondant une religion nouvelle, celle de la Science et du Progrès.

Nous allons voir à l'œuvre les hitlériens en tant que théologiens. Eux aussi, ils rêvent de fonder une religion. Celle de la Science et du Progrès leur paraît démodée, car elle tend à donner le pouvoir à la bourgeoisie intellectuelle et libre penseuse. Il leur faut une religion qui donne le pouvoir à la jeunesse violente et autoritaire qu'ils représentent. La religion *de la race* se prête assez bien à cela. Elle est le réflexe d'une nation humiliée et vaincue, qui se drape dans le manteau de sa défaite, en plaçant quand même *son sang* au-dessus de tous les sangs, comme si elle voulait expliquer ses malheurs par le mélange impur dont elle souffrait avant la guerre ! Dans le no du 28 janvier de la *Schönere Zukunft*, un docteur en théologie et en droit, qui n'a pas osé signer et qui remplace son nom par trois étoiles, a publié une étude intitulée : « *Nous ne voulons pas de Kulturkampf !* »

Il commence par rappeler les promesses faites par Hitler à son avènement. Le 23 mars 1933, le chancelier proclamait solennellement le respect de son gouvernement pour toutes les confessions religieuses, dans le domaine de leur activité propre. Il promettait aux Eglises la protection de l'Etat nazi ; il conviait notamment les Eglises à collaborer avec le gouvernement au relèvement de la nation. La conclusion d'un Concordat fut la conséquence logique de ces déclarations. Il restait des points obscurs, mais on pouvait espérer qu'ils seraient résolus, progressivement, dans l'esprit même qui avait présidé à l'élaboration du traité avec le Saint-Siège. Mais, entre temps, comme il arrive dans toutes les Révolutions, des hommes se sont jetés dans la mêlée pour faire leur butin personnel à travers les bouleversements politiques suscités par l'hitlérisme. Sous le drapeau du Führer se sont rangés des bandes de faméliques, libres penseurs et radicaux de toute nature qui cherchent à accaparer le mouvement pour assouvir leurs passions ou réaliser leurs ambitions. Ce qui se produit actuellement en Allemagne, selon notre auteur, est le résultat de cette invasion du radicalisme libre-penseur (il dit, lui, *libéralisme*, mais on sait le sens de ce mot partout ailleurs qu'en France) dans les hautes sphères hitlériennes. Le marxisme faisait la guerre à Dieu au nom d'une idéologie matérialiste ; le nazisme fait la guerre à Dieu au nom d'une idéologie un peu différente,

mais de même niveau. Il y a eu déplacement d'influences ; il n'y a pas eu progrès vers une conception spirituelle plus haute. Le marxisme ne voyait que la terre ; le nazisme à son tour ne voit rien de plus. Le catholicisme n'en est que plus menacé, car, au temps du marxisme, il avait au moins des armes à son service, et toutes ces armes lui ont été enlevées. La presse catholique, nous avons vu, en analysant l'article de M. Schuster, ce qu'elle est devenue ! L'étude que nous résumons actuellement confirme en tous points la précédente. Sans doute, le gouvernement nazi ne s'est pas encore officiellement identifié avec les tendances radicales qui se couvrent de son nom. Mais la partie n'est pas égale, du fait que le catholicisme est ligoté et ne peut se défendre. Les propagandistes de la libre-pensée ont toute liberté pour attaquer le christianisme. Alfred Rosenberg avait publié, dès 1922, un livre qui a connu un grand succès et qui a pour titre : *Le Mythe au XXe siècle*. Dans cet ouvrage, il signe l'arrêt de mort du christianisme et proclame cette même religion « allemande » que le nazisme semble avoir adoptée comme religion d'Etat. Nous en parlerons plus loin. Ernst Bergmann, professeur de philosophie à l'Université de Leipzig, ne se montre pas moins acharné, dans son livre *L'Eglise nationale allemande*, contre l'idée de Dieu que les athées du bolchévisme. Au cours de 1933, la revue d'avant-garde nazi, « *Tat*, L'Action », faisait du « *nouveau visage allemand* » la description que voici :

« Cet homme nouveau est un homme de ce monde-ci, vivant et agissant. Il a devant lui tant d'obligations qui le sollicitent, et il a tant besoin de toute sa force, qu'il n'a pas assez de temps pour s'occuper des affaires de l'autre monde... La suprême autorité que cet homme connaît est celle du *Führer* et de l'Etat. Il a perdu sa conscience de classe, mais il possède une solide conscience de discipline. L'Etat est l'autorité suprême, à laquelle il s'attache. Il vit par elle, il meurt pour elle. En dehors de cette autorité de l'Etat, il n'y a rien qui puisse l'enchaîner ou le retenir. Les affaires religieuses sont loin, les affaires intellectuelles sont provisoirement étrangères, les affaires humaines sont toutes données à l'intérieur de la société et l'Etat est l'autorité suprême, qui trône par dessus tout ! »

Pour une belle doctrine de tyrannie d'une part et d'esclavage de l'autre, celle-là est vraiment réussie !

Mais de tout cela nous ne retiendrons qu'une chose : « Le nazisme vise à être une religion d'Etat. Et cette religion est une religion qui renie la vie future et place tout son espoir, toutes ses ambitions, dans la vie présente. » Or, que faisait donc le marxisme, si ce n'est cela même ? L'essence du marxisme est justement de nier la vie future, de regarder les promesses de la religion chrétienne comme un alibi illusoire qui sert d'opium au peuple, de concentrer toute l'energie des hommes dans l'aménagement de la cité terrestre, pour cette raison fort simple qu'en dehors de la cité terrestre il n'y a rien ! Nous ne voyons pas dès lors en quoi cette religion de l'*Etatisme totalitaire*, qui a essayé de se glisser en Italie, mais qui en a été finalement repoussée, diffère essentiellement du socialisme marxiste. Le but est le même : organiser ce monde-ci en paradis terrestre, supprimer toute espérance en un paradis futur. La méthode est la même : mettre la légalité en vacances et imposer comme loi unique l'obéissance passive à l'Etat. La seule différence serait que le socialisme croyait ou feignait de croire à une organisation internationale, tandis que le nazisme tend d'abord à une organisation nationale, ce qui ne l'empêche nullement de rêver en outre, ultérieurement, une organisation mondiale par l'hégémonie allemande universelle.

Religion de cette vie-ci, c'est encore ce que veut Ernest Bergmann, quand il parle de son Eglise nationale allemande. Il donne pour idéal à cette Eglise de réaliser « la divinité terrestre de l'homme. » Et il ajoute : « Si nous, Allemands, nous embrassons la religion allemande, pour ne pas succomber à notre éternelle division intérieure, si nous revenons à nos divinités naturelles, sous une forme approfondie et ennoblie, et si nous rejetons loin de nous un Dieu étranger et menteur, qui ne nous a pas préservés de la catastrophe de 1918, en nous débarrassant aussi de sa doctrine fantaisiste du salut, » alors nous serons fidèles à notre tâche nationale.

Voilà qui paraît vraiment énorme ! On se demande comment un homme sérieux, un professeur de philosophie et d'Université peut en venir à des idées aussi saugrenues que celles-là : ressusciter les vieux dieux allemands, sous prétexte que le Dieu des chrétiens n'a pas empêché l'Allemagne d'être battue en 1918. Et pourtant, l'idée de Bergmann trouve des adhésions dans le pays ; il faut en croire les documents. Voici un passage qui est extrait d'un appel lancé par le « Congrès d'automne tenu à Kiel pour la civilisation et la politique, » du 25 novembre au 3 décembre dernier :

« Nous avions prié Ludwig Klagges de venir nous parler, au cours de notre Congrès d'automne, de la différence entre la religion chrétienne de l'esprit et la conception naturiste païenne, parce que nous presssentons que la présente révolution nationale-socialiste ne sera réellement dangereuse et créatrice pour l'Europe vieillie et pour la civilisation occidentale, que si elle construit la puissance de foi du lutteur politique de notre temps sur de nouvelles divinités, de nouveaux autels et de nouveaux sanctuaires... Durant des dizaines d'années, Klagges a pénétré toujours plus profond dans les mystères et dans le sens caché de la piété païenne, des mœurs et du culte païen... Ludwig Klagges, le Bas-Saxon, a condamné le Dieu chrétien et la « danse chrétienne des dieux autour du néant. » Il est revenu aux ancêtres et il a pris en vénération le sentiment pieux et la foi spirituelle intense d'une humanité proche de la nature. Le christianisme a été expliqué par lui par le caractère de race des Juifs, par le ressentiment et le dégoût de la vie des « mal venus ici-bas. »

Ce qui doit surprendre, en ce qui concerne la faveur que de telles idées cherchent à acquérir dans l'Allemagne des nazis, c'est que le *Führer*, Hitler

en personne, s'est élevé dans son livre fameux « *Mein Kampf,* Mon Combat, » contre les tentatives de résurrection des antiques religions païennes allemandes. Il a écrit en propres termes : « En ce qui regarde les soi-disant réformateurs religieux sur la base des croyances germaniques primitives, j'ai toujours l'impression qu'ils sont soudoyés par ces puissances qui ne désirent pas le relèvement du peuple. » Dans ce même ouvrage, qui semble être le bréviaire du nazisme, Hitler s'est encore élevé contre les prétentions antidogmatiques suivant lesquelles il faut débarrasser la foi de tout *credo* défini, pour n'en garder que la puissance agissante :

« On doit noter, écrit-il, ce combat toujours très ardent contre les fondements dogmatiques des diverses Eglises, sans lesquels pourtant le maintien pratique, en ce monde humain, d'une foi religieuse n'est pas concevable... La règle constante de la vie commune est que des centaines de milliers d'hommes à haute culture vivraient peut-être sagement et prudemment sans les dogmes, mais que des millions d'autres ne le feraient pas, en sorte que l'Etat a besoin de lois et la religion besoin de dogmes. C'est par eux que l'Idée spirituelle toujours chancelante et variable à l'infini prend une forme précise, sans laquelle elle ne deviendrait jamais une foi. De même, dans la constitution de l'Etat, l'Idée resterait une pure conception métaphysique, une opinion philosophique et ne pourrait s'élever plus haut. L'attaque contre les dogmes ressemble donc très étroitement à l'attaque contre la base légale de l'Etat, et de même que celle-ci ne peut qu'aboutir à l'anarchie complète dans la nation, de même celle-là ne peut que verser dans un nihilisme religieux total. »

Ce sont là des réflexions fort justes. Les catholiques allemands ont le droit d'en faire leur profit. En combattant contre les « sans-Dieu, » ils ne sauraient faire figure de traîtres à l'Etat allemand. Les meilleurs historiens attestent que l'Allemagne a été tirée du chaos par la religion chrétienne et que sa religion primitive s'était montrée impuissante à la sauver de la barbarie. Protestants et catholiques sont d'accord sur ce point. Il est certain que les fondements sociaux de la religion chrétienne sont nécessaires à la civilisation, et qu'une nation qui les abjure retourne vers l'état sauvage. C'est la religion chrétienne qui a fait des Allemands, au lieu d'hommes de la nature, des hommes civilisés. On ne saurait mesurer la portée de lois morales telles que la sainteté du mariage, le respect de la propriété, la fidélité à la parole jurée, etc., dans la constitution d'un Etat. Mais il faut que l'Etat lui-même donne l'exemple, dans sa sphère, du respect des hautes lois morales du christianisme, s'il veut en avoir le bénéfice dans la paix sociale et la puissance agissante d'un haut idéal à l'œuvre au sein du corps social. On ne peut pas dire, comme les pangermanistes : « Les lois de l'Evangile sont bonnes et utiles en tout ce qui concerne les relations d'individu à individu et de famille à famille, mais elles sont sans portée et sans application en ce qui concerne les rapports de peuple à peuple et d'Etat à Etat ; il n'y a plus là qu'une seule loi, *celle de la force.* » Ce sont des idées comme celles-là qui ont empoisonné l'atmosphère juridique de l'univers et qui s'opposent à l'établissement d'une paix durable entre les peuples : toujours en somme la théorie des « chiffons de papier. » Nous souscrirons au contraire pleinement à la courageuse parole du cardinal Faulhaber, de Munich, dans son sermon de la Saint-Silvestre : « Le peuple allemand sera chrétien ou il ne sera pas ! »

Entre ces constatations et les affirmations des « racistes », qui se cachent sous le drapeau du socialisme-national, il y a une complète contradiction.

C'est ce qui fait justement le caractère tragique de la situation des catholiques en Allemagne. Ils ont accepté l'hitlérisme, sur la foi des promesses du *Führer.* Mais on les considère, dans le parti, comme d'anciens adversaires ralliés au régime avec des réserves sous-entendues, et on les traite en suspects. En somme, c'est l'histoire du *Ralliement* qui se reproduit, sous une autre forme, en Allemagne. Nos libres penseurs, radicaux et socialistes français osent tourner en ridicule le Saint-Siège et l'accuser de complaisance pour un régime de violence et d'anticléricalisme. Ils devraient avoir honte de parler ainsi. Ils ne lisent peut-être pas assez l'Evangile pour se souvenir de l'histoire de la paille et de la poutre dans l'œil. Lorsque Léon XIII demanda aux catholiques français de se rallier à la République, on vit les soi-disant républicains, qui n'étaient au fond que les hommes d'un dogme à rebours, railler les ralliés, — sans calembour, — en déclarant que jamais ils n'accepteraient de considérer comme de vrais républicains des gens qui conservent la foi chrétienne.

Croit-on qu'entre les théories du matérialisme capitaliste ou socialiste, que soutiennent nos francs-maçons et nos communistes français, et les doctrines du racisme allemand, il y ait une grande distance philosophique ? Non ; nous l'avons dit, les uns et les autres se meuvent toujours dans le domaine de la *religion de la terre.* Que dans cette religion le paradis soit promis aux profiteurs radicaux ou aux chefs socialistes ou aux entraîneurs racistes, nous ne voyons pas que la différence soit très grande. Pour nous, il s'agit toujours d'une option entre la terre et le ciel, entre la chair et l'esprit, entre l'Evangile de Jésus-Christ et l'Evangile de l'Antechrist, qu'il se nomme Marx ou Rosenberg, ou de tel autre nom que l'on voudra.

IV

Nous venons de renommer Rosenberg. On sait qu'il est un des théoriciens les plus écoutés du « racisme. » On parle si souvent de cette doctrine que nos lecteurs nous sauront gré de leur en résumer les principes, ou les hypothèses. Justement la *Civiltà Cattolica* du 3 février en a donné un substantiel exposé par la plume du P. M. Barbera, dans un article intitulé : « *Mito razzista anticristiano.* Mythe raciste antichrétien. »

Rosenberg a livré sa pensée dans un ouvrage énorme, en 734 pages, qui a pour titre : *Le Mythe du XX[e] Siècle*[1]. Ce livre colossal a eu un succès formidable : 73.000 exemplaires en ont déjà été vendus. La propagande raciste n'a donc pas hésité à se faire pressante pour la diffusion de cette œuvre monstrueuse[2]. Quelques passages bien choisis nous donneront l'idée du livre.

Rosenberg a l'intention d'ouvrir une ère nouvelle :

« Nous sommes, écrit-il, au début d'une époque, où l'histoire du monde doit être entièrement écrite de nouveau. Un sens de vie jeune, mais qui a conscience d'être primitif, surgit et prend forme, une nouvelle conception de la vie est née et commence, avec résolution et force de volonté, à demander compte de leur raison d'être aux formes antiques, aux coutumes consacrées et aux valeurs traditionnelles, non plus dans un but de recherche historique, mais dans leur fond, non plus dans tel ou tel détail, mais dans leur ensemble, non plus dans leur surface, mais dans leur racine. Le caractère de notre temps est le rejet de l'Absolu illimité et par suite d'une valeur suprême, organique, telle que se la figurait jadis le moi isolé et qui tendrait à établir, pacifiquement ou par la contrainte, une communauté surhumaine de toutes les âmes. Tel était le but, naguère, de la *christianisation du monde* et de son salut par la foi chrétienne. Un autre but fut également le rêve de l'*humanisation de l'humanité*[3]. Ces deux idéals ont été ensevelis dans le chaos sanguinaire (de 1914-1918) et de l'après-guerre, dans les expériences que nous avons vécues, encore que l'on rencontre encore un sacerdoce et des partisans fanatiques pour la politique d'alors. Mais ce ne sont plus que des prodromes de congélation et non de la vie vivante. Ils ne peuvent plus redresser une foi qui est déjà morte dans les âmes. »

Cette entrée en matière est très significative. Elle prouve que le racisme est un réflexe de rancune désespérée. L'Allemagne vaincue n'a pas accepté ses responsabilités et ne veut pas reconnaître ses torts. Elle avait tout risqué au jeu terrible de la guerre ; elle a perdu la partie ; mais, plutôt que de reconnaître leur erreur, les apôtres du racisme préfèrent maudire la religion chrétienne, renverser les valeurs antiques, prêcher une religion nouvelle destinée, croient-ils, à leur apporter les satisfactions de la vengeance qui les ronge.

Cette religion, c'est la religion de la *race*. Il n'y a qu'une race au monde, de laquelle sont venus tous les grands progrès de l'humanité : la *race nordique,* et elle n'existe plus à l'état pur qu'en Allemagne. Cette race sera le salut du monde. Elle est le centre de la foi nouvelle :

« Les morts de la guerre sont les victimes d'une époque devenue sans valeur, poursuit Rosenberg. Mais ils sont aussi, — quelques-uns commencent à le comprendre en Allemagne, — les martyrs d'une ère nouvelle, d'une foi nouvelle... L'histoire et l'œuvre de l'avenir seront non plus la lutte des classes, non plus la querelle des dogmes, mais la solution du conflit entre sang et sang, entre race et race, entre peuple et peuple. Et cela veut dire : lutte entre la valeur de l'âme et la valeur de l'âme. Mais les valeurs d'âme de la race, qui sont les énergies motrices sous la nouvelle forme du monde, ne sont pas encore devenues conscience vitale. L'âme signifie la race vue du dedans, et, vice-versa, la race est l'aspect extérieur de l'âme. Elever à la vie l'âme de la race c'est reconnaître sa haute valeur et assigner aux autres valeurs la place qui leur revient organiquement sous sa haute autorité : dans l'Etat, dans l'Art et la Religion. Le devoir de notre siècle est le suivant : d'un nouveau mythe de la vie faire surgir un nouveau type de l'humanité. »

Ce mythe du XX[e] siècle, qui doit supplanter tous les dogmes anciens, c'est le mythe de la race. Rosenberg écrit consciemment *mythe.* Il semble ne pas être dupe de son système. Toutes les religions, selon lui, étant des mythes, il n'hésite pas à essayer de lancer un mythe nouveau. Il entend par là une certitude subjective, intense et irréfutable, une certitude sans fondement, mais d'autant plus ancrée qu'elle ne devra rien à des études objectives. Pour faire un mythe de cette sorte, il faut prendre une idée qui parle aux masses, les séduise, les enivre, qui suscite leur enthousiasme et leur foi aveugle.

De fait, Rosenberg revêt son idée de la « race » de couleurs qu'il ne peut ne pas savoir dépourvues de toute réalité historique. Il remanie le passé ; il le recrée dans le sens de son mythe, comme les anciens historiens français refaisaient l'histoire de leurs rois pour les rattacher au fabuleux Francus, le fils d'Hector. De même que Ronsard a repris, dans sa *Franciade,* la vieille légende de Frédégaire, Rosenberg prend pour point de départ la légende de l'Atlantide. Il suppose que cette légende eut son fondement dans l'existence d'un continent au pôle nord, entre l'Amérique septentrionale et l'Europe. Il y avait alors en cette région un climat moins rude. Ce continent aurait été un « centre préhistorique nordique de civilisation ». Ce fut même « le point central du monde ». C'est de ce continent inconnu que toute la race nordique se dispersa dans l'univers. « Des escadrons de guerriers émigrèrent, dit-il, dans toutes les directions et furent les premiers types de l'ambition nordique, toujours renouvelée, de conquérir et de former. » Et il précise : « Ces courants humains naviguèrent sur leurs vaisseaux en forme de cygnes et de dragons, à travers la Méditerranée vers l'Afrique ; ils se répandirent par terre, à travers l'Asie centrale, dans la direction de Kutscha, peut-être aussi en Chine ; et, à travers l'Amérique, jusqu'au sud de ce continent. »

Et comment reconnaît-on les hommes de cette race privilégiée ? C'est très simple : partout où vous rencontrez des hommes « à la peau laiteuse, aux yeux bleus et aux cheveux blonds, » vous avez la certitude d'avoir devant vous des êtres supérieurs, des représentants de la race nordique.

Il n'y a pas un grand homme authentique qui

[1] *Der Mythus des 20 Jahrhunderts*, 13-16[e] édition, Hoheneichen-Verlag, Munich, 1933.

[2] Il est triste à dire que nous n'avons pas encore une *Vie* complète et populaire de Jésus qui ait atteint pareil tirage. Les pires romans y arrivent. N'arriverons-nous pas à faire aussi bien et mieux pour le Maître des Maîtres ?

[3] Cette formule désigne l'humanitarisme libre penseur ou socialiste, qui n'est qu'une transposition de l'idéal chrétien sur le plan terrestre.

n'ait appartenu à cette race. Les bruns n'ont jamais eu de supériorité ! Honte aux bruns et gloire aux blonds !

Jésus lui même, selon Rosenberg, était un nordique. Nous touchons ici à la vie de Jésus. Savez-vous comment Rosenberg la reconstruit ? Malgré ce qu'il y a de répugnant dans son hypothèse infâme, nous tenons à le dire, pour indiquer toute l'ignominie de sa pensée !

Lui, l'antisémite acharné, il n'a pas honte d'emprunter aux calomnies des anciens Juifs, qui se retrouvent dans le Talmud et que Celse avait ramassées pour les lancer contre les chrétiens, une légende ignoble. Il admet comme certain historiquement que Jésus serait né de l'adultère et que son vrai père aurait été un soldat romain [1]. Il ose soutenir que Jésus descendait par sa mère des Syriens et par son père des Romains, deux races nordiques, selon lui, et il a le front d'ajouter : « Ephrem suppose ces faits universellement connus. » Naturellement il ne cite ni l'ouvrage ni le passage où S. Ephrem aurait avancé une pareille énormité, et pour cause : S. Ephrem n'a pas un mot qui laisse entendre ce que lui prête Rosenberg ; il dit au contraire : « L'Ecriture affirme ces deux choses : que Joseph et Marie étaient de la maison de David [2]. »

Mais il est bien entendu qu'un mythe n'a pas besoin d'être vrai. Il suffit qu'on le croie. Cela fait penser à ce plaisant qui disait : « Pour moi, Louis XV était le fils de Louis XIV, c'est mon opinion et elle en vaut une autre ! » Dans des termes aussi enfantins, Rosenberg écrit : « La jeune génération veut considérer la grande personnalité du fondateur du christianisme dans sa propre grandeur, et sans ces mixtures trompeuses dont l'ont revêtu des zélotes juifs tels que Matthieu, des rabbins matérialistes tels que Paul, des juristes africains tels que Tertullien, ou des sophistes futiles tels qu'Augustin. » Et voilà !

Maintenant, voulez-vous savoir comment naquit le christianisme ? Rosenberg va vous le dire :

« En Asie mineure, les Romains exerçaient une police rigide et exigeaient inexorablement des impôts. C'est pourquoi surgit dans la population opprimée l'espoir d'un chef et libérateur. C'est ainsi que la légende de *Chrestos* prit naissance. De l'Asie mineure, ce mythe de Chrestos passa en Palestine, où il fut ardemment embrassé, en conjonction avec l'idée messianique des Juifs, et finalement transféré à la personne de Jésus. On mit dans la bouche de ce dernier, en même temps que quelques-unes de ses prédications, les paroles et les doctrines des prophètes asiatiques, mais sous la forme d'exagérations paradoxales des anciennes maximes ariennes, comme par exemple ce système des neuf commandements que les Juifs avaient déjà réduit à leur Décalogue. »

Le pharisien Paul entreprit de vider le christianisme de tout ce qu'il avait d'élevé, pour y faire entrer ses opinions de Juif fanatique. Le christianisme devint ainsi cette religion de servilité que l'histoire a connue, mais qui ne fut obtenue que par une falsification de la grande personnalité de Jésus.

Plus tard, la franc-maçonnerie a tout simplement démarqué le christianisme. Elle l'a fait descendre du ciel sur la terre. Elle a exalté les misérables de ce monde. Elle a prêché l'égalité. Elle a engendré les *Droits de l'homme et du citoyen*, cette parodie de l'Evangile, qui aboutit tout simplement à nier les droits de la race et à l'exaltation des faibles, des malades, des corrompus, des estropiés, des métis de toute espèce.

Si l'on veut aboutir à un nouveau progrès de l'humanité, il faut donc remettre en vigueur le dogme de la pureté de la race. Il n'y a qu'une race d'où sont venus à l'humanité tous les bienfaits : c'est la race nordique. Elle a conquis jadis et régénéré l'Afrique du nord, la Perse et l'Inde. Les Doriens qui ont peuplé la Grèce étaient des nordiques, les Macédoniens et les Latins aussi. Le malheur des malheurs a été le mélange des races. Il n'y aura de salut pour l'humanité que par la colonisation de l'univers au moyen de l'Occident germanisé.

Nous ferons grâce à nos lecteurs des interminables développements de ces absurdités dans l'ouvrage de Rosenberg. Il n'y aurait qu'à rire de tout ce fatras si le succès du livre ne prouvait à quel point il suscite des échos dans les esprits en Allemagne, et si certaines mesures officielles, — telles que l'éviction des Juifs et la loi de stérilisation, — ne tendaient à prouver qu'il rencontre jusque dans les sphères officielles une faveur incroyable, tandis que l'on recherche, par tous les moyens, l'étouffement de l'activité catholique.

On doit retenir de tout ce qui a été dit, à l'encontre de l'optimisme de commande de M. von Papen, que le catholicisme et même l'idée chrétienne, subissent en ce moment, au-delà du Rhin, une diminution d'influence et de prestige vraiment terrifiante.

V

Un autre pays où la lutte entre la « religion de la terre » et la « religion du ciel, » — c'est-à-dire, en somme, entre le paganisme contemporain et le christianisme, — est toujours très vive est cette terre classique du catholicisme qui se nomme l'Espagne. Nous avons eu l'occasion de signaler les importants changements qui s'y sont produits à une date récente. Il est trop tôt pour dire ce qui sortira de la dernière victoire des modérés et des catholiques sur les socialistes et communistes. La bataille continue et se poursuivra sans doute

[1] Voir Origène. *Contra Celsum*, dans Migne. *P. G.*, t. XI, col. 719. — Il n'est pas sans intérêt de signaler que les savants les plus pointilleux et les moins croyants sont contraints de constater que les contemporains de Jésus l'ont tous tenu comme fils de Joseph, que la naissance virginale de Jésus n'a été connue que par les « confidences » de Marie, que les récits de l'enfance de Jesus furent le fruit de ces confidences, et que l'infâme rumeur mise en circulation par les Juifs ne fut qu'une interprétation diabolique des « confidences » de Marie. — Sur ces confidences, nous donnerons notre pensée dans un ouvrage intitulé *La Vierge Marie et les Evangiles*, qui sera le SUPPLÉMENT de notre *Livre du Jubilé*

[2] *Evangelii concordantis expositio*, édition Mœsinger, Venise, 1876, p. 16.

longtemps encore. Sous la signature mystérieuse D. E. B. qui cache une personnalité sûrement très bien informée, la vaillante et pimpante revue *Christus*, à laquelle nous sommes heureux de souhaiter la bienvenue [1], publie un article intitulé : *Les Elections espagnoles*.

L'auteur reprend les choses depuis juin 1933. La fameuse Loi sur les *Confessions et Congrégations religieuses* avait été votée en mai par la Constituante. La sanction présidentielle s'était fait attendre. On avait espéré un refus de la part de M. Alcala Zamora ; mais il avait signé le 2 juin et la promulgation avait eu lieu le 3. Le même jour paraissait une lettre collective de l'Episcopat espagnol, document de grande allure, mais un peu long et trop savant pour atteindre les foules. Le 4 juin, une Encyclique du pape donnait la note du Saint-Siège : Pie XI affirmait expressément ne faire aucune opposition au régime républicain, mais il montrait les graves injustices des lois récentes. Sa lettre était sobre, courte, prudente. Elle ne semble pas avoir produit un grand effet non plus sur le peuple même, pour qui de tels documents ne peuvent être faits.

A ce moment, le pouvoir était détenu par le fameux dictateur rouge Azana. Rien encore ne faisait prévoir sa chute. Que se passait-il dans les profondeurs de l'âme populaire ? Nul ne pouvait le savoir. Appelé à élire des conseils municipaux, le suffrage universel se prononça nettement contre les tendances gouvernementales. Azana prétendit ergoter sur la signification de ce scrutin. Mais finalement la poussée de l'opinion populaire fut assez forte pour l'obliger à remettre sa démission, le 9 juin. Le Président offrit le pouvoir aux socialistes. Mais aucun de leurs chefs, ni Besteiro, ni Domingo, ni Prieto, ne parvint à former un ministère.

Il fallait donc ou dissoudre les Cortès ou revenir à Azana, le seul homme d'Etat du parti radical. Dissoudre les Cortès était peut-être prématuré. Le Président rendit le pouvoir à Azana. Les catholiques tremblèrent de nouveau en voyant revenir au pouvoir leur plus redoutable ennemi. Armé de la loi du 3 juin, quel mal ne pouvait-il pas faire à l'Eglise et aux Congrégations ?

Heureusement, les plus acharnés sectaires sont obligés de compter avec les réalités. On le vit bien lorsque Fernando de los Rios, le laïciste agressif, revint dans le nouveau gouvernement Azana, non plus avec le portefeuille de l'Instruction publique, mais avec celui des Affaires étrangères. Il s'était vanté imprudemment de créer, en peu de mois, l'école laïque, sans se soucier de la pénurie des maîtres laïcs et des locaux scolaires. Quand il vit l'échéance toute proche, il préféra changer de ministère. Aux Affaires étrangères, il pourrait au moins nouer entre la jeune République radicale et celle des Soviets des relations amicales.

Le chef du parti Républicain conservateur, Miguel Maura, le fils du grand Maura (1853-1925), fit appel à l'opinion, contre le second ministère Azana, dans les termes que voici :

« Ceux qui prétendent nous gouverner constituent une faction qui s'appuie sur la violence pour triompher, et qui prend le caractère d'une dictature odieuse, bien qu'elle invoque la légalité. Tous les partis sont d'accord pour reconnaître que le divorce est complet entre l'Espagne et son Parlement. Seules des élections générales pourraient rétablir une situation politique normale dans le pays. Le parti républicain conservateur est fermement résolu à ne plus prendre part à cette politique qui va à l'encontre des intérêts de l'Espagne et de la République, et il n'admettra aucune conversation, ni aucune relation avec le gouvernement, ni avec les Cortès. »

Cela n'empêcha pas le gouvernement de se cramponner au pouvoir pendant trois mois encore, exactement jusqu'au 8 septembre 1933.

La nation s'était une seconde fois prononcée nettement contre lui. Le 3 septembre avaient eu lieu des élections d'un caractère particulier, que nous ne pouvons comparer qu'à nos élections sénatoriales. Il n'y a pas de Sénat dans la Constitution espagnole ; mais il y a, pour en tenir la place, un tribunal des *Garanties constitutionnelles*. C'est une sorte de Haute-Cour analogue à celle qui fonctionne au Mexique. Cette assemblée est élue par les conseils municipaux, les universités et les barreaux des avocats. Les candidats gouvernementaux furent écrasés presque partout. Azana hésitait quand même à se retirer. Il fallut que Lerroux, le chef des radicaux modérés, lui criât : « Le pays vous a condamné deux fois, vous n'avez plus qu'à disparaître ! »

Le gouvernement Azana s'effondrait. Il avait fait un mal terrible ; mais il avait réveillé aussi des énergies endormies. Le leader catholique, l'ardent et intelligent Gil Robles, a pu dire : « Nous sommes, nous aussi, en un certain sens, les enfants de la Révolution. »

L'importance de la défaite d'Azana et de son parti ne saurait être sous-estimée. C'était lui qui avait dit : « L'Espagne n'est plus catholique. » Et encore : « Il faut enfin débarrasser l'éducation espagnole du rosaire. » Depuis son arrivée au pouvoir, l'Espagne n'était plus représentée auprès du Saint-Siège. Deux princes de l'Eglise avaient été bannis, sous l'inculpation mensongère de complot contre la République.

Cependant, aussi longtemps que les « Cortès Constituyentes », en fonction depuis 1931, n'étaient pas remplacées par un Parlement nouveau, la partie n'était pas encore gagnée. Les Cortès comptaient seulement 42 députés catholiques, 136 du centre, 295 de gauche, dont 114 socialistes. L'agitation populaire en avait assagi un bon nombre. Mais Lerroux appelé à prendre le pouvoir, le 12 septembre, se vit quand même contraint de tenir tête à une opposition acharnée de la part des an-

[1] *Christus* a remplacé la revue du *Christ-Roi*, que nous avons eu l'occasion de citer dans ces pages. Elle a pris un format élégant. Elle paraît 10 fois par an (les mois de vacances étant « creux »), et s'édite à Lyon, chez Vitte (abonnement 25 fr. par an) Le directeur est le distingué Doyen de la Faculté de Philosophie scolastique aux Facultés catholiques de Lyon, M. Régis Jolivet. Revue à recommander aux fidèles.

ciens ministres et membres de la majorité de gauche. Soutenu par le Président Alcala Zamora, il attendit près de trois semaines pour se présenter devant les Cortès, le 2 octobre.

Sa déclaration fut très claire et très énergique. Elle montrait l'Espagne *au bord de l'anarchie,* affirmait que les Cortès ayant terminé leur tâche devaient se retirer, que le divorce entre elles et le pays était flagrant, et enfin qu'il entendait appliquer les lois de réforme agraire et d'enseignement laïc, au moyen d'une « large interprétation ». On devine les rumeurs de la gauche. Indalecio Prieto, ancien ministre et l'un des chefs du parti socialiste, se leva pour lui répondre et proposer une motion de « refus de confiance ». Son discours fut d'une violence extrême; le Président de la Chambre dut intervenir pour l'inviter à modérer son langage. Il attaqua non seulement Lerroux, mais le Président de la République lui-même. La veille, dans une réunion publique, l'ex-ministre du travail, Largo Caballero, avait donné l'exemple des injures au Président, et la foule avait hurlé : « Mort à Alphonse XIV ! Nous lui couperons la tête ! »

Azana renchérit encore sur Prieto dans ses outrages à Lerroux, si bien que ce dernier, outré des luttes que la Chambre lui ménageait, commença, le 3 octobre, son discours de réponse par ces mots : « Messieurs les Députés, ceux qui vont mourir vous saluent... » Après quoi, il annonça qu'il démissionnait. Le président de la Chambre, Basteiro, n'en persista pas moins à exiger un vote sur le « refus de confiance » envers un gouvernement qui n'existait plus : le coup de pied de l'âne, sans doute ! Effectivement, la motion socialiste fut votée par 189 voix contre 91. La droite, commandée par Miguel Maura, était sortie pour ne pas prendre part à ce vote odieux. « Ainsi se termina cette séance mémorable, plus violente encore et plus scandaleuse qu'on ne l'aurait craint; elle fut de celles qui suffisent à discréditer une assemblée aux yeux même de ceux qui l'avaient élue. »

Après la chute du premier cabinet Lerroux, la situation politique devint extrêmement confuse. Le Président de la République se sentait inquiet, découragé, et, suivant l'expression d'une personne de son entourage, « mort de peur et d'appréhension. » Les droites l'accusaient de faiblesse et le rendaient responsable de tout le mal. Les gauches le repoussaient avec violence et le dénonçaient comme un péril pour la République. Le public manifestait son aversion contre lui d'une façon qui lui était particulièrement sensible : le Président affectait de pratiquer tous ses devoirs de religion avec une sorte d'ostentation ; mais, à deux reprises, les fidèles l'ayant reconnu dans des églises s'empressèrent de sortir, le laissant seul comme un pestiféré et un excommunié!

On tient pour certain qu'il songea alors à démissionner, en dépit de l'attachement trop visible qu'il a toujours montré pour le pouvoir [1]. Finalement, il remit ou plutôt il imposa le pouvoir, le 7 octobre, à 11 heures du soir, à Martinez Barrios, le premier lieutenant de Lerroux, en lui confiant la mission de dissoudre les Cortès. Dans la nuit historique du 7 au 8 octobre, Martinez Barrios se livra à des tractations fiévreuses. Il parvint à amener Azana et Domingo chez Lerroux qui consentit à les recevoir, au lit ! Sous l'égide de Lerroux, Barrios put former son ministère, tout en se garantissant contre les violences de la gauche. Le dimanche 8, le nouveau ministère était formé ; c'était un ministère de « concentration. » Miguel Maura avait cependant refusé son concours, et Barrios avait pu éviter aussi un ministre socialiste qu'on voulait lui imposer. Dès le 9, le nouveau cabinet se réunissait. Le Président Alcala Zamora signait le décret de dissolution. Ce fut un coup de foudre pour les députés, qui se cramponnaient à leurs sièges.

L'Assemblée avait duré 2 ans et demi : du 28 juin 1931 au 9 octobre 1933. On a pu appeler cette période le « *triste bienio,* » expression qui n'a pas besoin d'être traduite.

« L'Assemblée avait vécu, écrit l'auteur que nous résumons, son histoire n'était pas brillante, et son trépas ne causait de tristesse et de regret à personne, sinon à ses propres membres ; mais si dissoudre une Chambre n'est rien, beaucoup plus difficile est de procéder aux élections qui doivent la remplacer. Dans la situation de l'Espagne, l'opération, il faut bien le dire, n'apparaissait pas sans danger, et la consultation électorale, qui allait fixer les destinées du pays, posait pour tous un problème angoissant. Le ministère, dont la composition avait été si âprement discutée, n'avait pas d'autre but, d'après la proclamation de son président, que de présider aux élections générales et d'en assurer la liberté : leur date fut fixée au 19 novembre et le deuxième tour au 3 décembre, avec la rentrée des Chambres le 8 décembre. »

La période électorale fut marquée de cette même confusion qui avait signalé la fin de la Constituante. D'une part, le gouvernement affirmait son impartialité et sa neutralité dans les élections ; d'autre part, il éprouvait le besoin de donner des gages à l'anticléricalisme en s'avisant, peu opportunément, que le 9 décembre devait expirer le délai de deux ans fixé par l'article 26 de la Constitution pour la suppression du budget des cultes. Bien que le 9 décembre dût être le lendemain de la réunion de la Chambre nouvelle, le ministère, préjugeant un peu vite du résultat des élections et des tendances du Parlement futur, prononça pour la date indiquée l'exécution de l'article susdit.

Et si, en général, le gouvernement s'abstint de faire pression selon les méthodes du « caciquisme » trop habituelles en Espagne, il ne manqua pas d'alcades ni de gouverneurs pour abuser de leur autorité et poursuivre leurs adversaires politiques par des mesures vexatoires et illégales, que le gouvernement ne sut ni empêcher ni réprimer.

Les partis se jetèrent dans la bataille avec ardeur. Les droites comptaient plusieurs organisations importantes : l'*Action populaire,* fondée

[1] Le Président de la République espagnole reçoit une liste civile princière, la plus forte d'Europe pour une fonction de cette nature.

et brillamment dirigée par Gil Robles, — la *Ceda*, ou Confédération des Droites espagnoles, — le *Parti agraire*, — la *Tyre*, traditionnaliste, — et la *Rénovation espagnole*, qui est monarchiste. Grâce à l'activité et à la largeur d'esprit de Gil Robles, ces divers groupes fusionnèrent. Il y eut une *Coalition des droites*, qui fournit aux partis d'ordre en France un bel exemple à suivre !

Cette coalition se donna pour mot d'ordre d'ajourner les questions discutées et d'aller tout de suite à l'essentiel. Son programme commun tint en trois propositions : 1° Révision de la législation laïque et socialisante, tant dans la Constitution que dans les lois sectaires déjà votées, — 2° Défense des intérêts économiques et notamment de l'agriculture nationale. — 3° Amnistie générale pour tous les délits politiques. La même largeur d'esprit que Gil Robles avait montrée dans la rédaction du programme commun, il sut la déployer dans la question délicate entre toutes du choix des candidats et dans l'organisation de la campagne. Les jeunesses catholiques furent embrigadées et mises en mouvement. Les propagandistes de toute nature apportèrent leur concours désintéressé et vigoureux. Les plans de conférences, tracés de main de maître, furent suivis de point en point. Les droites donnèrent l'exemple de l'utilisation massive des moyens les plus nouveaux d'action : la radio, le transport des conférenciers par avion. Sous ce rapport, ils distancèrent largement leurs adversaires [1]. Le gouvernement fut si effrayé des progrès accomplis par ces propagandistes hardis et ingénieux qu'il leur interdit les procédés les plus nouveaux. Mais Gil Robles, tout en protestant, sut trouver d'autres méthodes originales et efficaces. « Jamais pareille activité, pareille générosité et pareille discipline ne s'étaient vues jusque-là en Espagne : on se dépensait sans compter avec un dévouement qui faisait des prodiges, mais aussi, allait faire des martyrs... »

Le mot n'est pas trop fort. Les jeunes catholiques montrèrent un cran formidable, et en plus d'une circonstance affrontèrent la mort et surent verser leur sang pour leur cause. Une fois de plus, il fut visible que « le sang des martyrs est une semence de chrétiens ». Et cela aussi est à retenir pour nous ! Voilà ce qu'il faut dire à nos jeunes. L'heure est si grave ; la lutte pour ou contre Jésus-Christ, pour ou contre l'Evangile, pour ou contre la civilisation immortelle basée sur la révélation divine, est si serrée à l'heure actuelle, que tous doivent être convaincus parmi nos jeunes (et aussi parmi nos « vieux »), qu'il est temps de savoir sacrifier pour la cause de Jésus-Christ son repos, son argent et sa vie même, s'il est nécessaire.

On aura une idée du courage des jeunes catholiques espagnols au cours de cette campagne, lorsque l'on connaîtra les procédés de leurs adversaires. Quelques exemples nous en donneront un aperçu suffisant.

« Le samedi 4 novembre, pendant que l'évêque auxiliaire de Valence administrait la confirmation dans l'église de Beniganin, l'alcade se présenta avec des gendarmes et, sous un prétexte futile, il fit évacuer et fermer l'église, au grand scandale du clergé, des assistants et du peuple. — Les gendarmes de Cebrien (Ferrol) par l'ordre de l'alcade, arrêtèrent le curé Gallo, sur la fausse accusation d'avoir fait de la propagande électorale du haut de la chaire, en dépit des témoignages favorables de ses paroissiens. Dans la même province et sous un prétexte analogue, un curé fut arrêté et maintenu trente jours en prison, sur l'ordre de l'alcade de Serantes. — A Sotrondio (Asturias), dans un meeting socialiste, un conseiller municipal déclarait que les socialistes étaient disposés à s'emparer du pouvoir, en « sautant par dessus les autorités, si élevées qu'elles fussent », et à faire arborer le drapeau rouge dans toute l'Espagne. — Le 9 novembre, l'ancien ministre Largo Caballero, dans un discours en Andalousie, déclara qu'il voulait implanter la dictature socialiste, détruire la bourgeoisie, exproprier par la violence et adopter le drapeau rouge de la Révolution sociale. — A Malaga, l'ex-ministre Indalecio Prieto, dans une réunion publique, disait qu'il fallait commencer la guerre civile et que les réactionnaires seraient écrasés. C'est le même Indalecio qui, en pleine séance des Cortès, disait du richissime March (incarcéré illégalement depuis un an et demi, sans doute pour avoir refusé à la junte révolutionnaire l'aide pécuniaire qu'elle lui demandait pour implanter la Révolution de 1931), qu'on devait le pendre à la Puerta del Sol et que *lui* « irait volontiers jusqu'à lui tirer les pieds pour bien assurer le succès de la pendaison. »

On devine à quel degré de violence verbale monta la campagne électorale, et à quel acharnement sectaire les orateurs catholiques devaient se heurter.

Mais on ne s'en tenait pas aux menaces et aux outrages. Les adversaires de l'ordre annonçaient ouvertement leur résolution de recourir à l'action directe. Largo Caballero déclarait, le 12 novembre à Murcie, que le catholicisme n'était que mensonge et superstition, que les socialistes devaient remporter la victoire et que, s'ils étaient battus, ils recourraient à la force, car « plutôt que le fascisme, mieux vaudrait l'anarchie et le chaos. » La fameuse Margarita Nelken, allemande non naturalisée et malgré cela élue député en 1931, soutenait de même qu'il faudrait forcément « aller aux barricades. » C'était du reste le refrain de tout le parti socialiste. Le passage au pouvoir n'avait pas assagi les hommes de gauche. Leur haine ne reculait devant aucun procédé d'injustice pour faire triompher leur cause. Et lorsque d'anciens ministres donnaient ainsi l'exemple de l'appel au meurtre et à la guerre civile, comment s'étonnerait-on que les simples ou les exaltés, tels qu'il s'en trouve dans toutes les foules, aient pris immédiatement la chose au sérieux et fait jouer le revolver ou le couteau ? A San Fernando, près de Cadix, au début d'un meeting des droites, un inconnu qui s'était introduit dans la salle se mit à

[1] Il y aurait beaucoup à apprendre pour nos jeunes catholiques de France, toujours un peu timorés et un peu « mous », en un autre sens que les « néos-socialistes, » dans cette magistrale campagne des jeunesses catholiques espagnoles. Gil Robles doit être célébré comme l'un des grands vainqueurs de cette mêlée ardente.